

# et patriotisme économique

Pourtant, les détournements auxquels a donné lieu la construction de l'autoroute Est-Ouest paraissent bien modestes à côté de l'affaire Enron aux Etats-Unis. De la même manière, un pays où l'informel représente 40% de l'économie nationale n'est pas forcément un Etat rentier. En Grèce l'économie informelle contribue à 35% de la production de la richesse. Serions-nous un Etat rentier parce que les hydrocarbures contribuent pour 60% à la fiscalité ? Mais fallait-il renoncer à l'ouverture économique afin que les recettes douanières représentent plus de 50% de la fiscalité comme au Togo ? Enfin, le déficit budgétaire n'indique pas plus que le pays se vautre dans la rente. Auquel cas les Etats-Unis, dont le déficit budgétaire est abyssal, devraient être considérés comme un Etat rentier. En fait, c'est même un indicateur de l'orientation néolibérale puisque le déficit sert à éponger les surliquidités présentes dans le système financier et... à enrichir les banques, en freinant l'offre de crédit aux ménages et aux entreprises.

Le système rentier a cédé sous les coups de boutoir de la réforme, de l'ouverture, de l'ajustement et des privatisations.

Certes. Mais la négation de l'idée qu'il y a bien eu un système rentier est une tentative de déconstruction du discours dominant qui se limite à une inversion formelle de celui du néolibéralisme qui réfute sa propre existence en Algérie, afin d'éviter d'avoir à rendre des comptes sur les ravages causés au pays. Toutefois, la critique doit aller plus loin. Les néolibéraux ne regardant que l'individu — «la société n'existe pas» —, s'exaltait Margaret Thatcher, nous devons en revenir à l'économie politique. Par l'étude des conditions sociales de production on peut caractériser une formation économique et sociale et mettre les néolibéraux en difficulté au plan conceptuel. Mais de ce point de vue, on peut voir, aussi, que la notion de rente n'est pas qu'un alibi du néolibéralisme, comme l'écrit Abdelatif Rebah dans le journal électronique *La Nation*. Il vient pourtant de publier un livre qui retrace, avec force faits et chiffres incontestables par les néolibéraux, l'expérience de développement et le processus d'édification des outils, Etat et entreprises publiques, qui ont permis le démarrage de l'économie de l'Algérie indépendante et dont il relève les faiblesses, mais peut-être pas avec la force nécessaire. Le néolibéralisme, lui, a su s'emparer des retards mis dans la réforme de ces outils au moment où le système est entré en crise. Il a fini par s'imposer face à ceux qui voulaient sortir de la crise du système rentier sans sortir du système lui-même. Et les néolibéraux peuvent, encore, cyniquement dénoncer ceux qui s'émeuvent de la régression socioéconomique sans envisager le coût des non-réformes.

Si certains tenants du modèle mis en place avec la nationalisation des hydrocarbures excluent qu'on le caractérise comme rentier, c'est parce qu'ils n'admettent pas vraiment qu'il a connu une évolution contradictoire. Avant d'arriver à ses limites historiques, le système rentier a, il est vrai, permis de liquider les vestiges du colonialisme et de mettre en place des rapports précapitalistes qui ont amorcé le développement industriel du pays. Pourtant, si cela est attendu des tenants de la pensée

néolibérale, il demeure déroutant que des intellectuels, se revendiquant des idées de progrès, fassent peu cas de la dialectique qui postule que chaque chose porte en elle son contraire. Et on prend le risque de glisser, dès lors qu'on quitte le solide terrain de la dialectique. C'est le cas du professeur Rachid Bendib qui aboutit d'ailleurs aux conclusions inverses de celle d'Abdelatif Rebah. Son expérience de l'empire de la médiocrité à l'université de Annaba l'amène à postuler que non seulement le système rentier existe bel et bien, mais qu'il est incapable de produire les forces de son dépassement. Dans ses nombreux travaux qui vulgarisent la notion de rente, il parle de mode de distribution rentier et même de non-économie, mais n'échappe pas à des contradictions insolubles. En vérité, des survivances de la rente n'indiquent pas une survivance du système rentier. Le système rentier se distingue nettement de la phase néolibérale qui lui a succédé. Il se particularise, d'abord, par l'inexistence du salariat, c'est-à-dire par l'absence de rapport d'exploitation capitaliste, en tout cas par leur non-dominance. Pour l'essentiel, le travail n'est pas une marchandise dont le prix est déterminé par la loi de l'offre et de la demande. Le prix du travail est administré, comme le prix de la semoule. Déterminé par les cours du baril. Les licenciements dans les entreprises publiques non performantes, la réapparition du travail des enfants, le développement de l'emploi féminin, l'explosion du secteur informel, le recours à la main-d'œuvre étrangère et la hausse des effectifs du secteur tertiaire générateur de profits sont les indicateurs de la transformation du travail en une marchandise. Ils ont une traduction : la dégradation de la valeur des salaires sur la valeur ajoutée brute.

Quant à la deuxième caractéristique du système rentier, elle concerne le décalage entre les rapports de propriété (étatiques) et les rapports d'appropriation (privés) liés à un mode de redistribution basés sur le clientélisme. Même si ce décalage persiste, avec une moindre ampleur, il n'est plus au service de la reproduction du système rentier mais joue un rôle dans l'accumulation capitaliste. Le professeur Belhassine rappelait, dans une contribution publiée dans *El Watan*, que la

rente pétrolière n'est qu'une catégorie de la rente foncière. On sait quel rôle elle a joué dans l'économie féodale mais aussi quel rôle elle joue toujours à l'époque capitaliste (cf Livre III du Capital de Marx). Comme le second servage en Europe centrale ou l'esclavage aux Etats-Unis, le capitalisme subsume les anciens rapports pour assurer son propre développement. «Il est, dans la longue perspective de l'histoire, le visiteur du soir. Il arrive quand tout est déjà en place», rappelait Braudel dans *La dynamique du capitalisme*.

La pensée néolibérale est devenue un mythe difficile à faire vaciller. Cependant, ni les médias ni les business-schools ne sont ses principaux propagandistes. C'est surtout le travail des politiques.

Leur action consiste à déterminer un itinéraire vers le changement institutionnel qui permette de réaliser les buts du néolibéralisme. Et le rapport de force a évolué en leur faveur. C'est pourquoi, malgré le désastre planétaire, ils n'acceptent pas de remise en cause de la doxa. Ils se contorsionnent et nous expliquent que la crise internationale est transitoire et va connaître un réajustement automatique, tandis qu'en Algérie la crise est structurelle, c'est celle du système rentier. Il n'est donc pas surprenant que le pouvoir qui a, dans un premier temps, nié la crise, en ait ensuite reconnu l'ampleur. Plus conscient ou sensible à l'évolution des rapports de forces, il cherche à élargir sa base pour résister aux exigences de changement réel. Le pouvoir peut faire volte-face et passer du discours sur l'éradication du terrorisme à celui de la réconciliation nationale ; il peut être aussi à l'aise pour lancer «il ne faut plus parler de stratégie industrielle mais de stratégie d'exportation» que prêt à se convertir au patriotisme économique. Il pratique l'équilibre entre incitation et coercition, crée des coalitions de circonstance et s'adapte en permanence.

Dès le premier mandat de Bouteflika, Ouyahia pouvait annoncer que tout est privatisable. Au final, on retient surtout la vente du complexe sidérurgique d'El Hadjar. Le mastodonte, considéré comme un tas de ferraille, sera une des rares entreprises qui attireront les IDE. Pas si mal pour un symbole de l'échec de l'industrie industrialisante. On est pourtant à une époque où le secteur industriel vient de réaliser une véritable performance cachée. En 1999, la production de 100 DA de CA par l'industrie publique a nécessité, dans sa globalité, l'importation de seulement 20 DA d'inputs. Ce qui peut rendre ce potentiel attractif. Mais la bataille autour des privatisations a surtout permis d'accroître l'autonomie politique du pouvoir en créant des agences de régulation qui dépouillent les grandes entreprises nationales des pouvoirs souverains qui leur étaient accordés. C'est le cas pour les hydrocarbures, les ports et les télécommunications.

Par ailleurs, l'ouverture commerciale s'est étendue grâce à l'accord de libre-échange avec l'Union européenne. La décision avait, c'est même reconnu par le ministre du Commerce, un contenu autant politique qu'économique. Il en fut de même pour l'accueil des investissements en provenance des pays du Golfe.

La dette remboursée, l'achat de bons du Trésor américain, en plus de la coopération dans la lutte contre le terrorisme islamiste permet d'assurer une relative bienveillance de la Maison-Blanche. Le pouvoir est à l'aise pour poursuivre sa tâche. Certains milieux néolibéraux sont piégés car leur discours justifie aujourd'hui le patriotisme économique. Alors ils contestent la légitimité du pouvoir. C'est ce que recouvre la polémique sur le concept d'incrémentalisme disjoint. En s'attaquant à cette notion, le professeur Aktouf crée, à son tour, une brèche dans la légitimité du discours des entrepreneurs qui pensaient avoir l'oreille des dirigeants politiques. En particulier le FCE qui, après avoir réagi de manière défensive à la loi de finances complémentaire de 2009, tente de

reprendre la main en imposant une concertation globale autour de ses 50 propositions. Après tout, il n'avait pas été le dernier à soutenir la candidature de Bouteflika. Taïeb Hafsi explique le concept sur lequel s'appuie le lobbying patronal : «Lorsqu'une décision importante doit être prise, par exemple faut-il que l'Etat assure une couverture médicale pour les plus pauvres ? Alors, "on ouvre la table" et tous les citoyens, individuellement ou collectivement, sont autorisés à venir argumenter une opinion. C'est ainsi que des multitudes de memoranda et de rapports sont soumis aux commissions chargées de l'étude... Grâce à cela toute décision est mieux étudiée que partout ailleurs, notamment mieux que par un organisme central. C'est l'incrémentalisme disjoint qui permet le bon fonctionnement de l'économie. En effet,

lorsqu'on veut prendre des grandes décisions économiques, qui peuvent prendre la forme de lois, la participation large des acteurs, en particulier l'entreprise, permet de s'assurer que la décision considérée est suffisamment éclairée.» Ce bricolage pseudo-théorique veut se prévaloir de la neutralité de la technique, un peu dans le prolongement de la mathématisation de l'économie. En voulant tout réduire à des recettes les néolibéraux espèrent masquer leur indifférence au caractère despotique ou démocratique de l'Etat. L'incrémentalisme disjoint peut s'arranger avec la dictature, à condition qu'elle consente à être éclairée par les entreprises. En vérité, les néolibéraux les plus fanatiques s'inquiètent peut-être pour rien. A moins de vouloir favoriser les illusions sur le contenu du patriotisme économique ? En effet, il est à craindre que le recours à cette notion ne serve qu'à mobiliser un nouveau segment de la société en l'associant au partage des fruits de la réforme néolibérale : le capital productif national. Ce n'est pas une rupture avec l'orientation néolibérale ni même une rectification, c'est un levier pour venir à bout des obstacles institutionnels et des résistances dans la société. Et si on favorise la production nationale, les fondamentaux n'ont pas changé : les 2/3 de la fiscalité pétrolière alimentent le fonds de régulation des recettes qui reste placé sur les marchés financiers internationaux. Mais comme ni l'idéologie néolibérale ni l'Alliance présidentielle ne paraissent assez puissantes pour promouvoir une plus ample réforme, il fallait trouver un discours qui agrège de nouvelles forces. Sur le ton apaisant de la réconciliation bientôt globale, c'est la poursuite de la dérive néolibérale. John Stuart Mill, le penseur libéral partisan de l'utilitarisme, nous livre le secret de l'approche : «L'intervention de l'Etat peut être nécessaire pour contraindre les entrepreneurs à agir dans leur propre intérêt à long terme.» Cela est vrai, aussi, pour ceux dont les intérêts sont liés au capital financier ou commercial.

La critique de l'argent sale n'est pas la critique de l'argent. A tous les néolibéraux qui s'alarment, le pouvoir dira : vous continuerez à vous enrichir. Le mot d'ordre avait déjà gagné aux thèses néolibérales les rentiers dont l'islamisme est l'expression paroxystique. Il convertira au patriotisme économique les plus zélés partisans du consensus de Washington.

Y. T.

\* Membre du bureau national du MDS.  
yacine.teguia@hotmail.fr

**Ce n'est pas le moindre des paradoxes, mais le néolibéralisme s'impose en masquant son existence même. Cependant, dans les faits, la stabilité monétaire est devenue le bien suprême de la société algérienne tandis qu'une nouvelle doxa prône l'idée que «les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain».**